

AP n° 2025-MD-185-IC

**ARRÊTE PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société TRANSPORTS DURAND de respecter les prescriptions
relatives aux déclarations annuelles des émissions polluantes, et aux
transmissions mensuelles des analyses fréquentes, concernant ses activités
situées sur le territoire de la commune de SAINT-BRICE-COURCELLES (51370)**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
VU l'arrêté ministériel 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 2014 régularisant la situation de la société TRANSPORTS DURAND et l'autorisant à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement situées sur le territoire de la commune de Saint-Brice-Courcelles ;
VU le rapport du 11 juillet 2025 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'Inspection des installations classées, rédigé suite à une visite d'inspection sur site le 17 juin 2025 et transmis à l'exploitant par courrier du 16 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;
VU l'absence d'observations de l'exploitant formulées par courrier du 11 août 2025.

CONSIDÉRANT que l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susmentionné dispose que « *La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1* » ;

CONSIDÉRANT que l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susmentionné dispose que « *L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...]*

- *les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; [...]*
- *les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. [...]* »

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection diligentée par l'inspection des installations classées en date du 17 juin 2025, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas effectué la déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets de l'année 2024 ;

CONSIDÉRANT que le IV de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susmentionné dispose que « *les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de*

l'inspection des installations classées. Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure. » ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection diligentée par l'inspection des installations classées en date du 17 juin 2025, il a été constaté que, depuis décembre 2024, l'exploitant ne transmettait plus les résultats de ses analyses, alors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire pour certains paramètres, et plus fréquente pour d'autres paramètres ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du Code de l'environnement dispose que « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de ce qui précède, il convient de mettre en demeure la société TRANSPORTS DURAND de respecter les dispositions prévues aux articles 7 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008, ainsi qu'au IV de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Mise en demeure

La société TRANSPORTS DURAND, située 48 Rue Pasteur à Saint-Brice-Courcelles (51370), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport :

- les dispositions des articles 4 et 7 de l'arrêté ministériel 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, en effectuant ses déclarations des données d'émissions polluantes et des déchets.
Ce point de la mise en demeure pourra être levé lorsque l'exploitant aura effectué sa déclaration pour deux années consécutives ;
- les dispositions du IV de l'article 58 de l'arrêté Arrêté Ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en transmettant ses résultats d'analyses à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF, dans un délai de 15 jours.
Ce point de la mise en demeure pourra être levé suite à un constat de retour à la conformité pendant 12 mois consécutifs (transmission des résultats d'analyse à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure).

Article 2 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Délai et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de

deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Madame le Maire de Saint-Brice-Courcelles qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la société TRANSPORTS DURAND - 48, rue Pasteur -
- 51370 Saint-Brice-Courcelles.

Châlons-en-Champagne, le **19 AOUT 2025**

**Pour le Préfet,
Le Directeur de Cabinet
Secrétaire Général par suppléance,**



Thomas MONTBABUT

